

La nouvelle revue du travail

19 | 2021

Au-delà des frontières, sept sociologies du travail

Corpus - Au-delà des frontières, sept sociologies du travail

Interdisciplinarité et fragmentation dans les recherches sur le travail en Argentine



Interdisciplinarity and fragmentation in labour research in Argentina

Interdisciplinariedad y fragmentación en la investigación laboral en Argentina

MARIANA BUSSO ET JULIO CÉSAR NEFFA

<https://doi.org/10.4000/nrt.9313>

Cet article est une traduction de :

Interdisciplinariedad y fragmentación en la investigación laboral en Argentina [esp]

Résumés

Français English Español

Pour comprendre le développement de la sociologie du travail en Argentine il faut mettre en lumière l'histoire des instabilités économiques et politiques qui caractérisent le pays depuis le coup d'Etat de 1976. Les fluctuations macroéconomiques, les crises sociales et la nécessité impérieuse de comprendre des scénarios volatiles ont donné naissance à une discipline vaste et diversifiée, tant sur le plan thématique que théorique. Dès leur début, les analyses du travail ont été configurées en un espace de dialogue et de production interdisciplinaire. À partir de la perspective fondatrice de la sociologie du travail française, élargie à l'anglophone, la sociologie du travail cherche aujourd'hui à renforcer une perspective latino-américaine qui place au centre du débat un monde du travail en conflit permanent, fortement précaire et informel, où les travailleurs organisés restent les acteurs-clés.



The development of the sociology of work in Argentina must be understood in light of the history of economic and political instabilities in that country after military coup of 1976. The macroeconomic instabilities and the imperative need to understand volatile scenarios gave rise

to a broad and diverse discipline, both thematically and theoretically. This was encouraged by a field of studies that from its beginnings was configured as a space for interdisciplinary dialogue and production. With an initial imprint that recovered the founding perspective of the French sociology of work, and later expanded to the Anglo-Saxon, it currently seeks to strengthen a Latin American perspective, in which the center of the debate, a world of work in permanent conflict, strongly precarious and informal and where organized workers are key actors.

El desarrollo de la sociología del trabajo en Argentina debe ser comprendido a la luz de la historia de inestabilidades económicas y políticas que caracterizan al país desde el golpe militar de 1976. Los vaivenes macroeconómicos, las crisis sociales y la necesidad imperiosa de buscar comprender escenarios volátiles dieron lugar a una disciplina amplia y diversa, tanto temática como teóricamente. Ello incentivado por un campo de estudios que desde sus inicios se configuró como un espacio de diálogo y producción interdisciplinario. Con una impronta inicial que recuperó la perspectiva fundante de la sociología del trabajo francesa y luego se amplió a la anglosajona, actualmente busca fortalecer una mirada latinoamericana que tiene en el centro del debate un mundo del trabajo en permanente conflicto, fuertemente precarizado e informal y donde los trabajadores organizados son actores claves.

Entrées d'index

Mots-clés : Sociologie du travail, études du travail, Amérique latine, Argentine, interdiscipline, instabilité économique, instabilité sociopolitique

Keywords: Sociology of work, labor studies, Latin America, Argentina, interdiscipline, economic instability, sociopolitical instability

Palabras claves: Sociología del trabajo, estudios del trabajo, Latinoamérica, Argentina, interdisciplina, inestabilidad económica, inestabilidad sociopolítica

Texte intégral

- 1 La sociologie du travail s'est constituée en Argentine sans qu'un débat théorique et épistémologique ne fonde véritablement la discipline. De ce fait, ses frontières au sein du monde académique présentent des contours flous et s'étendent à un champ plus large que l'on nomme les « études du travail » ou les « sciences sociales du travail ». L'article en propose un point de vue synthétique et historique sur les thèmes centraux qui, au cours de la période 1990-2020, ont été traités par l'ensemble des spécialistes du champ du travail dans lequel la sociologie occupe une place prépondérante.
- 2 Les recherches sur le travail apparaissent en Argentine de manière progressive entre les années 1960 et 1970, comme dans d'autres pays de la région tels que le Brésil et le Mexique. La création du premier diplôme de Sociologie en 1957 et l'ouverture en 1971 du Centre de recherches sur le travail¹ (CEIL), puis du Conseil national de la recherche scientifique et technique (CONICET) constituent deux étapes importantes dans le développement de la discipline, qui voit son cours s'interrompre au milieu de la décennie 1970 en raison d'un coup d'État militaire. Le gouvernement dictatorial (1976-1983) bouleverse tous les aspects de la vie sociale, économique, politique, syndicale et universitaire du pays, générant un changement structurel dans l'histoire de l'Argentine.
- 3 Ce pays a subi de nombreux coups d'État durant sa brève histoire, mais aucun d'une telle ampleur. Les séquestrations, les disparitions et les enlèvements d'enfants par les services de l'État et les brigades paramilitaires jettent les bases d'un ordre social disciplinaire. Les persécutions et les exils se multiplient dans le monde universitaire, la vie syndicale est également désarticulée jusqu'à ce que la défaite militaire de la guerre des Malouines en 1982 précipite la fin de la dictature et le retour d'un gouvernement constitutionnel. Du point de vue économique, cette période constitue une rupture avec le modèle de développement antérieur qui soutenait les industries de substitution aux importations : le régime dictatorial met en place un régime fondé sur la rente, la financiarisation et la libéralisation de



l'économie.

- 4 Au cours du XX^e siècle, l'Argentine a connu une trajectoire singulière au niveau de la région latino-américaine en raison de politiques ambitieuses en matière d'éducation, de santé, d'emploi, de logement et de droits du travail, qui ont bénéficié à la majorité de la population. Cela a donné naissance à une société fondée sur une importante classe moyenne salariée avec un taux de syndicalisation élevé, proche de 40% (sans doute le plus élevé d'Amérique latine).
- 5 À partir de décembre 1983 et du retour à la démocratie, le développement de la sociologie du travail reprend son cours avec la création et la consolidation de diverses équipes de recherche. Les années 1980 et 1990 sont considérées comme le moment de l'institutionnalisation de la discipline. De nouveaux instituts de recherche, des associations scientifiques et des diplômés spécialisés dans les questions du travail voient le jour, soutenus par la coopération internationale.
- 6 La fondation de l'Association des spécialistes en études du travail² (ASET) en Argentine en 1982, puis celle de l'Association latino-américaine de sociologie du travail³ (ALAST) au Mexique en 1993 donnent une plus grande visibilité à la discipline et renforcent son institutionnalisation dans le champ académique. Depuis leur création, ces deux associations organisent des congrès bisannuels et publient des revues universitaires de référence. Au niveau international, les chercheurs argentins participent également au comité de sociologie du travail de l'Association internationale de sociologie (RC 30, ISA). Depuis le début du XXI^e siècle, le processus d'internationalisation de la sociologie du travail argentine s'accélère. Des relations de coopération s'établissent avec des collègues brésiliens, uruguayens, mexicains, chiliens, espagnols, français, allemands et anglais. L'édition du *Traité latino-américain de sociologie du travail*, coordonnée par De la Garza (2000) à laquelle ont contribué un nombre important de chercheurs argentins, matérialise ce travail conjoint au niveau du sous-continent. Cette publication s'inspire d'ailleurs du *Traité de sociologie du travail* réalisé par Friedmann et Naville au siècle dernier. Un autre ouvrage sur la sociologie du travail en Amérique latine est publié en 2016 et comprend un chapitre spécifique sur le cas argentin auquel le lecteur pourra se référer pour obtenir un panorama plus détaillé et davantage de références bibliographiques des auteurs cités dans cet article⁴ (Neffa et Del Bono, 2016).
- 7 Pour rendre compte du développement de la discipline en Argentine et des principaux axes de discussion qui la structurent, l'analyse se base sur les problématiques traitées dans les congrès de l'ASET et dans sa revue *Estudios del Trabajo* au cours de la période 1990-2020. Ces deux sources mettent en lumière six principaux axes de recherche qui prédominent quantitativement et qualitativement, et qui jalonnent cette mise en perspective de la sociologie du travail : le marché du travail ; les procès de travail ; la santé, les conditions et l'environnement de travail ; le syndicalisme ; le travail et les inégalités socio-économiques et éducatives ; et les politiques sociales et de l'emploi. Afin d'éclairer la dynamique du développement de la discipline, le texte est organisé en trois parties qui correspondent aux grandes étapes traversées par le pays au cours des trente dernières années : l'étape néolibérale du régime de convertibilité (1991-2001), l'étape social-développementiste (2002-2015) et celle du nouveau néolibéralisme internationalisé (2015-2019). Cette approche permet d'identifier à la fois les singularités propres à chaque étape et les continuités tout au long de la période.

La période néolibérale du régime de convertibilité (1991-2001)



Les deux premières décennies qui suivent le retour à la démocratie sont marquées par d'importants déséquilibres macroéconomiques, notamment un processus

hyperinflationniste qui crée les conditions d'émergence du régime de convertibilité de l'étape néolibérale. Les présidences de Carlos Menem (1989-1999) et de Fernando De la Rúa (1999-2001) ont en commun la politique monétaire de convertibilité du peso argentin (parité 1 pour 1 avec le dollar), établie dans le but de freiner l'hyperinflation. Cette surévaluation artificielle de la monnaie nationale favorise les importations, en particulier les produits manufacturés, et ralentit le processus d'industrialisation par substitution des importations. La politique économique mise en œuvre se traduit par l'ouverture au commerce extérieur, l'attraction de capitaux étrangers et le gel des salaires. Pour réduire le déficit de l'État, tous les services publics sont privatisés et vendus à des capitaux étrangers (principalement européens), annihilant le pouvoir de régulation du gouvernement. L'économie se concentre alors davantage autour de grands groupes étrangers et l'industrie perd de son importance au profit des secteurs de l'agriculture et de l'exploitation minière tournée vers l'exportation. Le secteur tertiaire croît également avec l'arrivée de géants du commerce comme Carrefour et Walmart, mais aussi à travers la finance, l'éducation, la santé et les services administratifs décentralisés.

9 Les réformes économiques de cette étape visent à flexibiliser la force de travail et à freiner l'augmentation des salaires réels. Ces objectifs sont atteints malgré la résistance des syndicats (Cortés et Marshall, 1999). La fermeture des entreprises publiques provoque un chômage de masse dans plusieurs provinces du pays, où des mouvements sociaux de chômeurs surgissent pour bloquer les routes et réclamer du travail (mouvement *piquetero*) ou pour mener des occupations et des reprises d'usines. L'émergence du mouvement *piquetero* et des entreprises récupérées ouvre un nouveau champ d'études qui se développera particulièrement lors de l'étape social-développementiste (Cross *et al.*, 2002 ; Palomino, 2003).

10 De manière générale, les conséquences de ces politiques macroéconomiques sur le marché du travail sont l'augmentation continue du chômage, du sous-emploi, de la précarité et du travail informel (Marshall, 1998). La constitution d'une « armée de réserve » exerce une pression à la baisse sur les niveaux de revenu, d'autant qu'une loi suspend l'indexation des salaires nominaux sur l'inflation et que le montant du salaire minimum demeure fixé à 200 pesos de 1991 à 2002. Dans ce contexte, les études sur le travail se concentrent principalement sur la baisse des revenus, l'appauvrissement de la population, le chômage, la précarité de l'emploi et l'*informalité* du travail.

11 Un trait saillant de cette période est la multiplication des études sur le travail informel (Carpio *et al.*, 2000). Dès les années 1980, cette thématique suscite un renouveau des investigations, inspiré par le Programme régional pour l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes (PREALC) de l'OIT, mais c'est dans les années 1990 que les débats gagnent en profondeur. La mesure de l'informalité est une des questions qui structurent le champ à cette époque, étant estimée à quatre travailleurs sur dix (Pok, 1992). Au même moment, les recherches sur la précarité du travail gagnent en importance, à la suite d'un travail pionnier sur le sujet (Galín et Novick, 1990). Les autres objets centraux de la période concernent l'organisation et le procès de travail (Neffa, 1998 ; Novick et Gallart, 1998 ; Novick, 2000), ainsi que le lien entre flexibilité et précarité (Testa et Figari, 1997).

12 Au cours de cette étape néolibérale, de nombreuses fractures se font jour au sein du mouvement syndical et alimentent d'innombrables analyses. Certaines considèrent ce processus de fragmentation comme corollaire des réformes économiques mises en œuvre (Torre, 1998). Au cours des années 1990, l'émergence de la Centrale des travailleurs argentins (CTA) en tant que nouvelle force d'opposition au gouvernement, bouscule le champ syndical dominé historiquement par la Confédération générale du travail (CGT). Ce nouvel acteur syndical, d'orientation sociale-démocrate, organise des grèves et des manifestations donnant lieu à une importante participation des fonctionnaires et des travailleurs précaires, ainsi qu'au soutien des intellectuels et des partis de gauche.



- 13 Les études sur le syndicalisme mettent en évidence les nouveaux défis posés par le marché du travail. L'augmentation du chômage, de la précarité, du travail non déclaré, de la flexibilité de l'emploi, voire l'émergence des entreprises autogérées, mettent en tension la forme de représentation des travailleurs. Ainsi, les hauts niveaux de flexibilisation de l'emploi public génèrent une série d'actions de la part des syndicats de fonctionnaires (Armellino, 2015). Cependant, la plupart des débats académiques tournent autour des « nouveaux acteurs » et de leurs formes d'organisation et de représentation collective (Palomino, 2000). Le positionnement des syndicats traditionnels face à ce nouveau scénario est aussi interrogé, particulièrement leur stratégie dite « survie organisationnelle » (Murillo, 1997). La dissidence au sein même de la CGT avec l'apparition du Mouvement des travailleurs argentins (MTA) fait également l'objet de débats et de réflexions universitaires (Gómez, 2009). Enfin, l'organisation des travailleurs non-salariés en dehors du mouvement syndical classique inspire d'autres recherches (Feldman et Murmis, 1999 ; Busso, 2009).
- 14 En parallèle de ces réformes économiques et avec l'aide des organisations internationales (Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement), les différents gouvernements adoptent plusieurs politiques sociales et d'emploi, comme le fameux dispositif « Travailler » (*Plan Trabajar*), qui proposent des incitations monétaires pour réaliser des activités d'utilité sociale sur une courte période. Ces politiques de l'offre, visant à soutenir la survie des ménages, s'apparentent toutefois aux programmes de transfert de revenus conditionnels, très répandus en Amérique latine. Ces dispositifs ont été largement étudiés au niveau académique tout au long de la période avec le soutien de l'OIT, de la Banque mondiale, du Ministère du Travail, du CONICET, des Universités et des fondations privées (Monza, 2002). L'approche purement néoclassique est progressivement contestée et laisse place à d'autres contributions inspirées par Keynes, par Marx, par les théories de la segmentation, du capital humain, de la régulation ou des approches intégrées comme celles de l'OIT. Les chercheurs placent au cœur de leurs travaux les politiques sociales et le chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes (Beccaria et López, 1996), ainsi que la relation entre travail non déclaré et exclusion de la couverture sociale (Roca et Moreno, 2000).
- 15 Au bout de dix années, le régime de la convertibilité prend fin dans un contexte de détérioration causé par la récession économique, le poids de la dette extérieure, la baisse des réserves de change de la Banque centrale (due à l'augmentation des importations) et la croissance du chômage et de la pauvreté. Ce modèle économique implose en décembre 2001, générant une crise sociale, économique et politique de grande ampleur. Après plusieurs semaines de chaos et une vacance du pouvoir suite au renoncement du président De La Rúa, Eduardo Duhalde est élu président provisoire par le Parlement au début de l'année 2002, amorçant une nouvelle étape.

La période social-développementiste (2002-2015)

- 16 De 2002 à la fin 2015, le modèle de développement de la période post-convertibilité est singulièrement différent, voire antagoniste au précédent. Il est le plus souvent dénommé « social-développementiste », du « développement national et populaire » ou de « développement socialement inclusif ». Dans un premier temps (2002-2008), le commerce extérieur, la balance des paiements et les comptes publics deviennent excédentaires, en même temps que le chômage, le sous-emploi, la pauvreté et l'indigence baissent fortement. Le budget des dépenses sociales (éducation, santé, sécurité sociale, travail) augmente alors considérablement. Malgré des orientations économiques et sociales visant à stimuler la demande et à lier



croissance économique et inclusion sociale, plusieurs objectifs politiques ne sont pas pleinement atteints tels que le développement régional, la restructuration productive et l'intégration des petites et moyennes industries dans des chaînes de production.

17 À partir de 2008, un nouveau scénario se fait jour. La croissance économique ralentit, la production industrielle se contracte et l'inflation repart à la hausse, tandis que les courbes du chômage, de l'emploi et des salaires réels stagnent, autant d'indicateurs qui connaissaient une nette amélioration depuis 2003. En outre, entre 2008 et 2011, le PIB croît irrégulièrement voire baisse, ce qui entraîne une chute des investissements. Un conflit intense avec les organisations patronales agricoles, mobilisées contre un projet de loi de taxation des exportations, dévoile l'opposition résolue des milieux d'affaires à l'égard de la politique « nationale et populaire » du gouvernement. Au cours des dernières années de cette période, l'économie argentine subit également les conséquences des crises internationales, notamment la crise des *subprimes* de 2007, entraînant une baisse des taux de croissance et du niveau des réserves de change.

18 Au début de cette étape, suite à la crise de 2001 et à la stagnation de l'économie argentine, de nombreuses entreprises en faillite sont abandonnées par leurs patrons, avec des salaires et des cotisations sociales impayés. La réaction de nombreux travailleurs consiste alors à occuper et à relancer ces entreprises, en créant des coopératives de travail. Ce processus stimule de nombreuses enquêtes de terrain sur l'expérience coopérativiste, la participation des travailleurs et l'autogestion (Bialakowsky *et al.*, 2005 ; Rebón, 2004). En même temps, les stratégies de survie et d'organisation des secteurs populaires alimentent la réflexion sur « l'économie populaire » et « l'économie sociale et solidaire » (Coraggio, 2004).

19 Le chômage connaît un net recul, se situant autour de 10 % de la population économiquement active pendant toute la période, après avoir atteint un niveau maximal de 21,5 % en mai 2002. Le problème du chômage n'est toutefois pas totalement absent. Jusqu'en 2005, la recherche d'emploi et la question du découragement sont abordées sous leur aspect économique, mais aussi à travers leurs conséquences psychologiques, familiales, voire collectives et syndicales. À partir de 2005, avec la croissance de l'emploi, le problème du chômage est étudié de manière plus ciblée, avec une attention particulière portée aux groupes les plus vulnérables comme les jeunes (Pérez, 2008), même si les débats macro-structurels continuent également de nourrir la réflexion sur le sujet (Lindenboim et Salvia, 2015).

20 Cette étape est donc marquée par une amélioration du marché du travail pour les salariés, même si la question de la précarité reste à l'agenda politique et académique, et constitue un axe central des études sur le travail au cours de cette période. Si un certain nombre de recherches mettent l'accent sur les aspects microsociaux de la précarité en se basant sur des approches qualitatives et des études de cas (Del Bono et Quaranta, 2010), d'autres se consacrent à l'analyse des dimensions structurelles qui en sont à l'origine (Bertranou *et al.*, 2013 ; Monza, 2005).

21 Des analyses sur le rôle des PDG et des managers de grandes entreprises dans l'organisation du travail voient aussi le jour, notamment à propos de la gestion, de la sécurité et des normes de qualité (Walter, *et al.*, 2011), voire en questionnant le sens du travail des dirigeants des entreprises transnationales (Szechter, 2010). Le contrôle managérial et ses effets sur les travailleurs sont également analysés à travers plusieurs études de cas, par exemple dans les hypermarchés (Abal Medina, 2014) ou les centres d'appels (Del Bono *et al.*, 2013).

22 Un autre thème récurrent de cette période est celui de l'identité et de la subjectivité des travailleurs, qui est étroitement lié à l'organisation et au contenu du procès de travail ainsi qu'au système de relations professionnelles. Les travaux de Battistini (2004) et Figari (2013), parmi d'autres recherches, montrent que l'intensification de la production et l'assujettissement recherché par la « rationalisation » de l'environnement de travail entraînent une transformation des relations interpersonnelles et syndicales au sein des entreprises et des usines, générant une



reconfiguration des identités autour du travail en posant de nouveaux défis pour les syndicats de travailleurs.

23 Au cours de la période de post-convertibilité, la réflexion s'est approfondie autour de la relation entre santé et conditions de travail, et plus particulièrement autour de l'environnement de travail (l'approche CyMAT), même si ces questions étaient déjà présentes dans la décennie précédente (Vasilachis, 1994 ; Neffa, 1995). Cela donne lieu à de nombreuses enquêtes empiriques utilisant des méthodes qualitatives et quantitatives inspirées de l'approche méthodologique de Volkoff, dont les études sont largement diffusées et intégrées dans les bibliographies universitaires. Dans les premières décennies du XXI^e siècle, la perspective des risques psychosociaux au travail enrichit encore ce courant de recherche et des progrès notables s'observent dans le travail en équipes pluridisciplinaires avec la précieuse contribution de collègues français tels que Gollac, Coutrot et Dejours. De grandes enquêtes de terrain sont menées, avec le soutien des syndicats et selon les méthodes appliquées en France et dans d'autres pays européens, auprès des entreprises, des hôpitaux, des cliniques, du système de sécurité sociale, des travailleurs non enseignants des universités, des coopératives de travail, etc. (Neffa, 2015). Ces enquêtes, ainsi que celles liées aux centres d'appels (Del Bono *et al.*, 2013) et au secteur de la publicité (Bulloni, 2009), montrent la réalité crue des mondes du travail et servent de base à certains projets de loi comme celui sur le « Statut des téléopérateurs de centres d'appels ». L'analyse des risques et de la santé des travailleurs est enfin abordée par la méthode ISTAS⁵ et à la lumière des processus de modernisation des entreprises et de la production (Panaia, 2011).

24 Depuis 2003, alors que le syndicalisme traditionnel retrouve sa vigueur grâce au rétablissement de la négociation collective, le débat sur la « revitalisation des syndicats » gagne en importance. Le concept de revitalisation est importé des études menées en Angleterre et aux États-Unis, il évoque les possibilités d'adaptation du syndicalisme à une réalité changeante, par l'élargissement de sa base et l'alliance avec d'autres mouvements sociaux. L'Argentine apparaît cependant comme un contre-exemple, puisque c'est le syndicalisme le plus traditionnel qui sort renforcé durant cette période (Etchemendy et Collier, 2008).

25 Ces discussions se déroulent parallèlement au débat sur le « syndicalisme de base », qui avait émergé en lien avec la crise de 2001 et la multiplication des formes d'action et d'organisation collectives. Certains auteurs interprètent ce processus comme une « revitalisation par le bas » (Senén González et Del Bono, 2013), en soutenant l'idée que la base revitaliserait le mouvement syndical traditionnel. Ces dernières années, le concept de « syndicalisme de base » est supplanté par celui de « syndicalisme radical » (un concept également importé d'Angleterre), tandis que se multiplient les débats académiques sur la « bureaucratie syndicale » (Varela, 2016).

26 Pendant l'étape social-développementiste, marquée par une réduction des inégalités sociales, les études sur la distribution des revenus sont également mises à l'agenda scientifique et politique (Marshall, 2009 ; Salvia et Vera, 2013). Du point de vue méthodologique, la source de données la plus mobilisée est l'enquête réalisée auprès des ménages par le service statistique public (EPH-INDEC)⁶. Néanmoins, les recherches et les études de cas se multiplient et génèrent de multiples controverses sur les inégalités (Kessler, 2014). Des enquêtes quantitatives sont également réalisées au niveau national, notamment par l'Observatoire de la dette sociale argentine, afin d'approfondir certaines questions non prises en compte par les données officielles⁷.

27 L'analyse des inégalités sociales concernant les populations vulnérables se concentre principalement sur les femmes, les jeunes et les travailleurs ruraux. Comme dans le reste de l'Amérique latine, la question des inégalités de genre s'est particulièrement développée ces dernières années. Progressivement, l'approche féministe traditionnelle, représentée notamment par Dora Barrancos (2014), intègre la problématique de l'insertion des femmes sur le marché du travail et met en lumière l'hétérogénéité, l'inégalité et la discrimination vécue tant dans l'accès au monde du



travail qu'en son sein (Partenio et Fernández Alvarez, 2007 ; Pérez, 2016).

28 Les jeunes constituent un autre groupe social historiquement discriminé sur le marché du travail. Leur taux de chômage est trois fois plus élevé que celui des adultes et la précarité concerne la grande majorité des premiers emplois. Les analyses de la participation des jeunes au marché du travail sont très fréquentes durant cette période et alimentent les débats sur le rapport à la précarité et à l'informalité du travail de l'ensemble des jeunes et leur devenir selon leurs origines sociales (Salvia, 2008 ; Pérez et Busso, 2014 ; Busso et Pérez, 2016). Comme dans d'autres pays, on observe également depuis la décennie précédente une augmentation des études sur la relation entre la jeunesse, l'éducation et le travail (Riquelme et Razquin, 1999 ; Miranda, 2009 ; Jacinto, 2016).

29 La sociologie rurale est également très présente dans les études sur le travail depuis le milieu du xxe siècle. Dans ce domaine la plupart des recherches se concentre sur des cas régionaux (Forni *et al.*, 1986). Au cours des dernières décennies, des questions classiques retrouvent une certaine actualité comme celles liées aux migrations internes (typiques des travailleurs saisonniers) ou à l'agriculture familiale et à l'organisation de ces travailleurs (Forni et Neiman, 2001). Au cours de l'étape social-développementiste, les études sur la « nouvelle ruralité » se développent dans le pays et identifient des changements dans les espaces ruraux tels que la concentration des terres, les liens ville-campagne, l'emploi rural non agricole, les certifications agro-environnementales, etc. (Giarraca, 2001 ; Neiman et Craviotti, 2006 ; Murmis et Murmis, 2012).

30 Dans la période de post-convertibilité, les politiques de l'emploi se focalisent sur l'employabilité, les compétences et l'achèvement des études, ce qui génère en retour de nombreuses recherches en termes de trajectoires sociales (Grassi et Danani, 2009). Les analyses sur le fonctionnement des guichets de l'emploi à l'échelle municipale se multiplient également, ces derniers se développant en quelques années afin de nouer un lien plus direct entre l'État et les destinataires des politiques sociales⁸. Les études mettent en lumière l'augmentation du nombre de bénéficiaires et le réseau d'organisations associatives et politiques qui émerge au travers de ces interactions (Cross, 2004). La politique *Ingreso Social con Trabajo* (Revenu social par le travail) encourage ainsi la création de coopératives pour réaliser des travaux d'intérêt communautaire au niveau local. Certains dispositifs ont un fort impact sur la baisse des taux d'indigence, comme l'*asignación universal por hijo* qui ouvre les prestations familiales aux ménages touchés par le chômage et par l'informalité, ou le programme *Progresar* qui soutient financièrement les jeunes issus de milieux modestes dans leurs parcours éducatifs. En 2005, une politique sociale centrée sur les retraites (*Plan de Inclusión Previsional*) permet également de réduire considérablement l'indigence et, dans une moindre mesure, de maîtriser la pauvreté des personnes âgées grâce à la création d'un minimum vieillesse pour les personnes ne percevant ni pension, ni rente d'aucune sorte. Plusieurs études mettent alors en avant le glissement qui s'opère autour du paradigme d'interprétation de la couverture sociale et de l'État social. L'approche « bismarkienne », basée sur la participation financière des acteurs sociaux, qui prédominait jusque là, laisse progressivement le champ à des mesures d'inspiration « beveridgienne » dans lesquelles l'État devient l'acteur prédominant du financement (Bertranou *et al.*, 2019).

La période du nouveau néolibéralisme internationalisé (2015-2019)



31 Les élections présidentielles de 2015 ouvrent une nouvelle étape. Jusqu'à la fin de l'année 2019, le pays est gouverné par Mauricio Macri et une alliance de partis de centre-droit qui ont le soutien des milieux d'affaires et du système financier. Un

changement radical s'opère par rapport à la période antérieure, avec la relance d'un modèle de développement néolibéral qui diffère toutefois de celui de la fin du siècle précédent. Les politiques économiques se centrent sur les variables financières et cherchent à augmenter les taux de profit pour stimuler l'investissement et générer des emplois, mais le résultat s'écarte largement des objectifs. Dès les premiers temps, le gouvernement renégocie la dette extérieure accumulée dans des conditions désavantageuses, initiant un processus d'accélération des taux de dévaluation qui se répercute directement sur l'inflation. Dans le même temps, les tarifs des services publics (électricité, gaz, combustibles) sont libéralisés et augmentent de manière exponentielle, affectant le budget familial des catégories sociales vulnérables. Au cours de cette période de quatre ans, le PIB connaît trois baisses annuelles et l'inflation redevient un problème central. Les organismes scientifiques et universitaires voient leurs budgets réduits, contrairement à la période précédente où un ensemble de mesures mises en œuvre avaient stimulé la croissance de la science, de la technologie et de l'enseignement supérieur.

32 Les différents taux de change et la promotion des investissements étrangers attirent des capitaux qui, au lieu d'être investis dans le secteur productif, sont placés dans le système financier à des fins spéculatives, contribuant à faire sortir les excédents du pays. Au cours de cette période, le taux d'investissement atteint son plus bas niveau historique. Les créations d'entreprise stagnent, les délocalisations se multiplient et de nombreuses PME ferment leur porte, contribuant à une nouvelle hausse du chômage et du sous-emploi.

33 Les inégalités augmentent également en raison de l'inflation qui détériore les salaires réels et diminue le pouvoir d'achat des prestations sociales (Beccaria et Maurizio, 2017 ; Salvia et Rubio, 2019). La situation d'incertitude et les tensions provoquées par la fermeture d'entreprises, la menace du chômage et la baisse des salaires réels accroissent les risques psychosociaux au travail, sans que leurs effets ne soient reconnus par la législation actuelle.

34 Dans ce contexte, le problème de la précarité est encore aggravé par l'approfondissement du processus d'externalisation, en tant que stratégie d'organisation des entreprises mais aussi de l'État. La précarité parmi les travailleurs de l'État est une problématique très présente dans les recherches de cette époque, bien qu'il ne s'agisse pas d'une question nouvelle (Diana Menéndez et Míguez, 2009). Les contraintes budgétaires conduisent à un gel des effectifs de l'État, qui avaient considérablement augmenté dans la période précédente, et à une multiplication des CDD à tous les niveaux de l'État. L'ensemble des travailleurs non déclarés et indépendants, tous précaires, est le seul secteur d'emploi qui s'est développé durant toute cette période, donnant lieu à une multiplicité d'enquêtes. L'essor des entreprises de l'économie de plateforme accompagne et approfondit le processus de précarisation porté par le discours entrepreneurial (« sois ton propre patron ») : il ouvre ainsi un nouveau champ de recherche (Del Bono, 2019).

35 En termes d'analyse du monde du travail, la singularité de cette étape est incontestablement la montée du discours méritocratique et entrepreneurial repris par le gouvernement, de manière similaire à ce qui s'observe sous d'autres latitudes (Laval et Dardot, 2013). L'action publique renforce ainsi la nécessité et la responsabilité de trouver individuellement des ressources économiques, favorisant le passage à une société composée d'entrepreneurs en concurrence (Murillo 2018). Les études sur le travail mettent toutefois en évidence que, loin de créer des entrepreneurs performants, la rhétorique néolibérale de l'entrepreneuriat et de la méritocratie a favorisé la légitimation des inégalités sociales, particulièrement en visant les jeunes dans un contexte de récession et de rareté de l'emploi (Pérez et Busso, 2020).

Concernant le travail en milieu rural, la période connaît une explosion des études liées au processus de transformation de l'agriculture argentine par la culture industrielle de soja (*sojización*) qui remonte aux décennies précédentes (Teubal,



2003). Le soja, en tant que culture extensive et mécanisée, a intensifié l'usage du glyphosate, générant des problèmes de santé pour les agriculteurs et les populations vivant à proximité des champs fumigés. Les préoccupations plus générales concernant les questions liées à la santé, aux conditions et à l'environnement de travail restent également pertinentes dans l'agenda académique (Henry et Neffa, 2019), même si la baisse du pouvoir d'achat des ménages et le manque d'emploi suscitent un plus grand intérêt politico-syndical.

37 Les politiques économiques et sociales du gouvernement de centre-droit suscitent des oppositions contrastées parmi les organisations syndicales (plus modérée dans la CGT, mais plus radicalisée dans la CTA et les syndicats de gauche) et accentuent les divisions au sein du mouvement ouvrier (Varela, 2016). Les conflits avec le gouvernement sont plus fréquents et plus longs dans le secteur public, et différents mouvements de *piquetero* manifestent quotidiennement dans les rues, malgré la répression des forces de sécurité. C'est toutefois l'émergence de la Confédération des travailleurs de l'économie populaire (CTEP) qui suscite un intérêt particulier de la part des sociologues du travail pendant la période. La CTEP symbolise un renouveau du mouvement syndical et regroupe, entre autres, des travailleurs d'entreprises récupérées et de petites coopératives, des chômeurs, des *cartoneros*⁹ et des paysans. La CTEP est officiellement reconnue par l'État depuis 2015 et compte un puissant soutien en la personne du Pape François. Depuis 2019, cette confédération forme, avec d'autres organisations populaires, l'Union des travailleurs de l'économie populaire (UTEPE) qui cherche à rejoindre la CGT, malgré ses réticences à inclure les non salariés. Cette entrée de l'économie populaire dans le syndicalisme donne lieu à des dizaines d'enquêtes sur le sujet (Forni *et al.*, 2020 ; Muñoz et Villar, 2017). De la même manière, l'essor du mouvement féministe suscite un intérêt accru pour une question souvent négligée dans les études syndicales : la question du genre. Dans ce sens, la synergie entre le syndicalisme et le féminisme commence à être problématisée (Arriaga et Medina, 2020) et occupe une place importante dans l'espace social et politique depuis 2015 et les mobilisations massives contre la violence de genre.

38 Au cours des quatre années de la période, le gouvernement de Mauricio Macri a fait preuve de complaisance à l'égard des intérêts des entreprises et a noué des relations plus conflictuelles avec les syndicats. La littérature académique dresse un bilan très négatif de cette période pour les organisations syndicales et la classe ouvrière en raison des trois années de récession. Le chômage, la précarité et l'informalité ont augmenté, les salaires réels se sont détériorés (surtout dans le secteur public) et les prestations du système de sécurité sociale se sont dégradées. Les droits du travail ont été rognés et la concentration des revenus a augmenté, tout comme la pauvreté et l'indigence (Iñigo Carrera *et al.*, 2020).

Conclusion

39 Cette brève perspective historique du développement de la sociologie du travail en Argentine montre une réelle évolution quantitative et qualitative du champ, amenant à tirer un bilan globalement positif malgré des lacunes et des insuffisances. En annexe, un tableau reprend les principaux spécialistes des sciences sociales du travail selon le sujet et le moment historique, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité en raison de l'ampleur et de l'hétérogénéité du champ ainsi que de l'indétermination de ses frontières.

40 En ce qui concerne les références théoriques internationales, elles proviennent essentiellement de France, d'Angleterre, d'Espagne, des États-Unis et, de manière complémentaire, du Brésil et du Mexique, sans qu'une théorie occupe une position hégémonique. Les recherches françaises exercent une influence notable sur les études



du travail en général et sur la sociologie du travail en particulier. Les travaux de Bourdieu bénéficient d'une large audience dans la sociologie argentine. Les autres références bibliographiques internationales proviennent du Royaume-Uni et sont élaborées dans les universités de Cambridge et de Sussex avec une forte empreinte keynésienne. Les deux publications coordonnées par De la Garza (2000 ; 2016) sur la sociologie du travail en Amérique latine, ainsi que le récent *Traité latino-américain d'anthropologie du travail* (Palermo et Capogrossi, 2020), constituent de grandes contributions à la systématisation et au dialogue parmi les chercheurs d'Amérique latine. Cependant, il existe encore trop peu d'études comparatives sur les questions spécifiques du travail à l'échelle du sous-continent ainsi qu'avec les pays capitalistes industrialisés.

41 Du point de vue méthodologique, on constate une augmentation notable des recherches dans lesquelles prédominent des approches qualitatives, basées sur des études de cas avec une forte influence de l'école de Chicago, de l'interactionnisme symbolique et de la *Grounded Theory*. Quant aux études quantitatives sur l'emploi, on assiste à une prolifération d'analyses statistiques descriptives à partir des données de l'enquête permanente auprès des ménages (EPH-INDEC).

42 Malgré la fragmentation et la dispersion thématique de la discipline, il est possible de mettre en évidence plusieurs dimensions récurrentes et relativement spécifiques de la situation argentine qui ont leur corrélat dans l'évolution de ce champ d'études. Comme il a été observé tout au long du texte, il s'agit d'une économie extrêmement volatile et instable, avec de fortes répercussions sociales liées à l'impact des modèles de développement sur l'emploi et les revenus. En outre, l'inflation est un problème structurel qui détériore les salaires réels et les prestations de sécurité sociale, ce qui se traduit par des taux de pauvreté élevés dans une société portant majoritairement salariée et souvent considérée comme étant historiquement dominée par une classe moyenne, ainsi que par une montée de la précarité de l'emploi et de l'informalité du travail. Enfin, il convient de souligner le rôle actif des organisations de travailleurs et du syndicalisme, qui occupent une place centrale dans le champ du travail ainsi que sur la scène politique nationale, notamment à travers sa relation avec le parti péroniste. L'instabilité économique et l'imprévisibilité politique qu'elle entraîne, ont configuré au cours des dernières décennies un contexte social marqué par un monde du travail affaibli mais avec un mouvement syndical fort et actif, objet de multiples analyses et recherches.

43 Ce panorama de la sociologie du travail en Argentine rend compte d'une discipline qui s'est consolidée, institutionnalisée et enrichie théoriquement et méthodologiquement, démontrant ses potentialités et sa capacité d'adaptation. Les scénarios socio-historiques instables ont conduit principalement à des recherches descriptives et à la prolifération d'études de cas qui accompagnent, analysent et visibilisent l'inconstance de la réalité du travail à la lumière des changements socio-économiques. Les études longitudinales, ainsi que la comparaison internationale, principalement à l'échelle de l'Amérique latine, sont deux défis qui restent à relever par la discipline.

44 Pour conclure, il convient de souligner que ce domaine d'études s'est toujours caractérisé par la primauté de l'interdisciplinarité. Sociologues, économistes, ergonomes, politologues, historiens, spécialistes de l'éducation, médecins du travail, juristes, entre autres, coopèrent dans des équipes de recherche. Cela explique pourquoi, en Argentine, l'Association des spécialistes en études du travail (ASET) est la branche locale de l'Association latino-américaine de sociologie du travail (ALAST). Il s'agit en définitive d'un domaine marqué par des approches interdisciplinaires mais fragmentées, qui cherche à comprendre un monde du travail perméable aux fluctuations d'une société et d'une économie structurellement instables.



Etapas Temas	Neoliberal del régimen de la convertibilidad (1991-2001)	Social desarrollista (2002-2015)	Nuevo neoliberalismo internacionalizado (2015-2019)
1-Mercado laboral	Adriana Marshall Cynthia Pok	Alfredo Monza Agustín Salvia Guillermo Neiman	Luis Beccaria Roxana Maurizio
2- Procesos de trabajo	Marta Novick Julio Neffa Julio Testa M. A. Gallart	Marta Panaia Claudia Figari Jorge Walter	Andrea del Bono
3- Salud laboral, condiciones y medio ambiente de trabajo	Irene Vasilachis	Julio Neffa	María L. Henry
4- Sindicalismo	Juan C. Torre Susana Murillo Héctor Palomino Floreal Forni	Sebastián Etchemendy Cecilia Senén González Osvaldo Battistini	Nicolás Iñigo Carrera Paula Varela
5- Trabajo y desigualdades socioeconómicas y educativas	Silvio Feldman Graciela Riquelme	José Luis Coraggio Claudia Jacinto Ana Miranda	Agustín Salvia Pablo Pérez
6- Políticas sociales y de empleo. Pobreza	Alfredo Monza Emilia Roca	Claudia Danani Estela Grassi	Fabio Bertranou

Bibliographie

ABAL MEDINA Paula (2014), *Ser sólo un número más. Trabajadores jóvenes, grandes empresas, activismos sindicales en la Argentina actual*, Buenos Aires, Biblos.

ARMELINO Martin (2015), “Reformas de mercado y reacciones sindicales en Argentina: una revisión desde la experiencia de los trabajadores públicos”, *Desarrollo Económico*, vol. 55(216), pp. 245-278.

ARRIAGA Ana Elisa et MEDINA Leticia (2020), “Activismo de género en las organizaciones sindicales”, *Trabajo y Sociedad*, n° 34, pp. 155-178.

BARRANCOS Dora (2014), “Estudios de género y renovación de las Ciencias Sociales en Argentina”, *Horizontes Sociológicos*, Buenos Aires, vol. 1, pp. 224-237.

BATTISTINI Osvaldo.R (comp.) (2004), *El trabajo frente al espejo*, Buenos Aires, Prometeo.

BECCARIA Luis et LÓPEZ Néstor (1996), *Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina*, Buenos Aires, UNICEF y Losada.

BECCARIA Luis et MAURIZIO Roxana (2017), “Mercado de trabajo y desigualdad en Argentina. Un balance de las últimas tres décadas”, *Sociedad*, 37, pp. 15-41.

BERTRANOU Fabio, CASANOVA Luis, JIMÉNEZ Maribel et JIMÉNEZ Mónica (2013), *Informalidad, calidad del empleo y segmentación laboral en Argentina*, Documentos de Trabajo, n° 2, Oficina OIT Argentina.



BERTRANOU Fabio, CASALÍ Pablo et CETRÁNGOLO Oscar (2019), *¿A mitad de camino entre Bismarck y Beveridge? La persistencia de los dilemas en el sistema previsional argentino*, Informes Técnicos OIT Cono Sur, n° 9, OIT.

BIALAKOWSKY Alberto, GRIMA José, COSTA María Ignacia et LÓPEZ Néstor (2005), “Gerencia de empresas recuperadas por los trabajadores en Argentina”, *Venezolana de Gerencia*, n° 10(31), pp. 359-384.

DOI : 10.31876/revista.v10i31.10394

BULLONI María Noel (2009), “El detrás de cámara de la producción audiovisual: un calidoscopio de nuevas y viejas formas de regulación”, *Sociología del Trabajo, nueva época*, n° 68, pp. 27-49.

BUSSO Mariana et PÉREZ Pablo (coord.) (2016), *Caminos al trabajo: el mundo laboral de los jóvenes durante la última etapa del gobierno kirchnerista*, Buenos Aires, Miño y Dávila.

BUSSO Mariana (2009), “Contra viento y marea: La organización de los trabajadores informales en la Argentina contemporánea”, dans ABAL MEDINA Paula et al., *Senderos bifurcados. Prácticas sindicales en tiempos de precarización laboral*, Buenos Aires, Prometeo.

CARPIO Jorge, KLEIN Emilio et NOVACOVSKY Irene (2000), *Informalidad y exclusión social*, Buenos Aires, FCE/SIEMPRO/OIT.

CORAGGIO José Luis (2004), “La economía social como vía para otro desarrollo social”, dans *De la emergencia a la estrategia: más allá del "alivio de la pobreza"*, Espacio Editorial, Buenos Aires, 2004.

CORTÉS Rosalía et MARSHALL Adriana (1999), “Estrategia económica, instituciones y negociación política en la reforma social de los 90”, *Desarrollo Económico*, 39(154), pp. 195-212.

CROSS Cecilia (2004), “La Federación de Tierra y Vivienda de la CTA: El sindicalismo que busca representar a los desocupados”, dans BATTISTINI Osvaldo (comp.), *El trabajo frente al espejo*, Buenos Aires, Prometeo.

CROSS Cecilia, LENGUITA Paula et WILKIS Ariel (2002), *Sindicalismo y piqueteros: ¿Dos formas políticas del trabajo? Sindicatos, crisis y después: una reflexión sobre las nuevas y viejas estrategias sindicales argentinas*, Buenos Aires, Biebel, pp. 105-123.

DE LA GARZA Enrique (2000), *Tratado Latinoamericano de Sociología del Trabajo*, México, FCE.

DE LA GARZA Enrique (dir.) (2016), *Los Estudios Laborales en América Latina*, Barcelona, Anthropos.

DEL BONO Andrea et QUARANTA Germán (comps.) (2010), *Convivir con la incertidumbre. Aproximaciones a la flexibilización y precarización del trabajo en Argentina*, Buenos Aires, Ciccus.

DEL BONO Andrea (2019), “Trabajadores de plataformas digitales: Condiciones laborales en plataformas de reparto a domicilio en Argentina”, *Cuestiones de Sociología*, n° 21.

DEL BONO Andrea, GORJUP María Tatiana, HENRY Laura et VALVERDE Mireia (2013), “Call centers employment practices in global value networks: A view from Argentina as a receiving economy”, *Economic and Industrial Democracy*, vol. 34, n° 4, pp. 693-717.

DIANA MENÉNDEZ Nicolas et MÍGUEZ Pablo (2009), “El trabajo precario en el Estado. El caso argentino en los años noventa”, dans BATTISTINI Osvaldo, BIALAKOWSKY Andrea, BUSSO Mariana et COSTA María Ignacia (comp.), *Los trabajadores en la nueva época capitalista: entre el ser y el saber*, Buenos Aires, Teseo.

ETCHEMENDY Sebastián et COLLIER Ruth (2008), “Golpeados pero de pie: resurgimiento sindical y neocorporativismo segmentado en Argentina (2003-2007)”, *Posdata*, n° 13, pp. 145-192.

FELDMAN Silvio et MURMIS Miguel (1999), *Diversidad y organización de sectores informales*, Los Polvorines, UNGS.

FIGARI Claudia (2013), “Hegemonía empresarial y mediaciones pedagógicas en los espacios de trabajo”, *Revista Sociología del Trabajo, nueva época*, n° 78, pp. 95-115.

FORNI Floreal et NEIMAN Guillermo (2001), “Trabajadores y sindicatos agrarios en Argentina”, dans NEIMAN Guillermo (comp.), *Trabajo de campo. Tecnología y empleo en el medio rural*, Buenos Aires, Ciccus.

FORNI Floreal, BENECIA Roberto et NEIMAN Guillermo (1986), *Empleo, estrategias de vida y reproducción. Hogares rurales en Santiago del Estero*, Buenos Aires, CEIL-CONICET y CEAL.

FORNI Pablo, NOUGUÉS Tomás et ZAPICO Manuel (2020), “La Economía Popular como identidad colectiva. El camino a la unidad de los movimientos y organizaciones populares en la Argentina (2011-2019)”, *Colección*, vol. 31, n° 2, pp. 73-108.

GALIN Pedro et NOVICK Marta (comps.) (1990), *La precarización del empleo en la Argentina*, Buenos Aires, CEAL, CIAT-OIT, CLACSO.

GIARRACA Norma (2001), *¿Una nueva ruralidad en América Latina?*, Buenos Aires, CLACSO.



GÓMEZ Marcelo (2009), “Un modelo de análisis para entender las transformaciones del sindicalismo durante los 90 en la Argentina”, *Conflicto Social*, Año 2, n° 2, pp. 98-135.

GRASSI Estela et DANANI Claudia (2009), *El mundo del trabajo y los caminos de la vida. Trabajar para vivir; vivir para trabajar*, Buenos Aires, Espacio Editorial.

HENRY María Laura et NEFFA Julio César (dir.) (2019), *Los riesgos psicosociales en el trabajo en una clínica de salud mental. Reflexiones a partir de una investigación sobre el sufrimiento en el trabajo emocional y de cuidado*, Buenos Aires, CEIL libros/Materiales.

IÑIGO CARRERA Nicolás, FERNÁNDEZ Fabián et COTARELO María Celia (2020), “El movimiento obrero organizado ante la ofensiva de la oligarquía financiera. Argentina, 2016-2019”, *Tempo Social*, vol. 32, pp. 75-98.

JACINTO Claudia (2016), “Educación y Trabajo en Tiempos de Transiciones Inciertas”, *Páginas de educación*, vol. 9, pp. 155-163.
DOI : 10.22235/pe.v9i2.1299

KESSLER Gabriel (2014), *Controversias sobre la desigualdad: Argentina, 2003-2013*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

LAVAL Christian et DARDOT Pierre (2013), *La nueva razón del mundo: Ensayo sobre la sociedad neoliberal*, Barcelona, Gedisa.

LINDENBOIM Javier et SALVIA Agustín (dir.) (2015), *Hora de balance: procesos de acumulación, mercado de trabajo y bienestar, Argentina, 2002-2014*, Buenos Aires, Eudeba.

MARSHALL Adriana (1998), *Empleo en la Argentina, 1991-1997: ¿nuevas pautas de comportamiento después de la liberalización económica?*, Santiago de Chile, OIT-ETM.

MARSHALL Adriana (2009), “Desigualdad interindustrial de salarios, 2003-2008: ¿Reversión a los patrones históricos?”, *Estudios del Trabajo*, n° 37/38.

MIRANDA Ana (2009), “Los jóvenes, la educación secundaria y el empleo a principios del siglo XXI”, *Revista de Trabajo*, pp. 185-200.

MONZA Alfredo (2002), *Los dilemas de la política de empleo en la coyuntura argentina*, Buenos Aires, CIEPP.

MONZA Alfredo (2005), “La Duración de la jornada en el caso argentino la calidad del empleo y el reparto del tiempo de trabajo”, *Trabajo: Revista iberoamericana de relaciones laborales*, n° 16.

MUÑOZ María Antonia et VILLAR Lidia Inés (2017), “Confederación de Trabajadores de la Economía Popular (CTEP en la CGT). Entre la organización sindical et el conflicto político-social (Argentina, 2011-2017)”, *Crítica y resistencias. Revista de conflictos sociales latinoamericanos*, n° 5, pp. 22-52.

MURILLO M. Victoria (1997), “La adaptación del sindicalismo argentino a las reformas de mercado en la primera presidencia de Menem”, *Desarrollo Económico*, vol. 37, n° 147, pp. 419-446.
DOI : 10.2307/3467188

MURILLO Susana (2018), “Neoliberalismo: Estado y procesos de subjetivación”, *Entramados y Perspectivas, Revista de la Carrera de Sociología*, vol. 8, n° 8, pp. 392-426.

MURMIS Miguel et MURMIS María R. (2012), “Concentración de la tierra en Argentina”, dans SOTO BAQUERO Fernando et GÓMEZ Sergio (comps.), *Dinámicas del mercado de la tierra en América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, FAO.

NEFFA Julio César et DEL BONO Andrea (2016), “Una visión de conjunto sobre los estudios del trabajo en Argentina (1990-2014)”, dans DE LA GARZA Enrique (ed.), *Los estudios laborales en América Latina*, Barcelona, Anthropos.

NEFFA Julio César (1995), *Las condiciones y medio ambiente de trabajo (CyMAT)*, Buenos Aires, PIETTE-CONICET.

NEFFA Julio César (2015), *Los riesgos psicosociales en el trabajo: una contribución a su estudio*, Buenos Aires, CEIL-CONICET, Univ. Nac. de Moreno.

NEFFA Julio César (1998), *Los paradigmas productivos taylorista y foredista y su crisis. Una contribución a su estudio desde la Teoría de la Regulación*, Ed. Asociación Trabajo y Sociedad, PIETTE y Ed. Lumen-Hvmanitas.

NEIMAN Guillermo et CRAVIOTTI Clara (Comp.) (2006), *Entre el campo y la ciudad: desafíos y estrategias de la pluriactividad en el agro*, Buenos Aires, CICCUS.

NOVICK Marta et GALLART María Antonia (dir.) (1998), *Competitividad, redes productivas y competencias laborales*, Buenos Aires, Cinterfor-OIT/Clasco.

NOVICK Marta (2000), “La transformación de la organización del Trabajo”, dans DE LA GARZA Enrique (comp.), *Tratado Latinoamericano de Sociología del Trabajo*, México, FCE.

PALERMO Hernán et CAPOGROSSI María Lorena (2020), *Tratado Latinoamericano de*



Antropología del Trabajo, Buenos Aires, CLACSO, CEIL.

DOI : 10.2307/j.ctv1gm012v

PALOMINO Héctor (2000), “Los sindicatos en la Argentina contemporánea”, *Nueva sociedad*, 169, pp. 121-134.

PALOMINO Héctor (2003), “Las experiencias actuales de autogestión en Argentina”, *Nueva Sociedad*, 184, pp. 115-128.

PANAIA Marta (coord.) (2011), *Trabajos, cuerpos y riesgos*, Buenos Aires, Ed. Luxemburg.

PARTENIO Florencia, FERNANDEZ ALVAREZ María Inés (2007), “El trabajo, la casa, la política: Una difícil convivencia”, *Encrucijadas-UBA*, 40, pp. 40-45.

PÉREZ Pablo et BUSO Mariana (2020), ‘Jóvenes y emprendedurismo: discursos, políticas y trabajo independiente en la Argentina de Cambiemos. *Revista Pilquen Sección Ciencias Sociales*’, vol. 23, n° 3, pp. 75-88.

PÉREZ Pablo (2008), *La inserción ocupacional de los jóvenes en un contexto de desempleo masivo. El caso argentino entre 1995 y 2003*, Buenos Aires, Miño y Dávila.

PÉREZ Pablo (2016), “Jóvenes, trabajo y desigualdades de género en Argentina (2003- 2014)”, dans BUSO Mariana et PÉREZ Pablo (coord.), *Caminos al trabajo: el mundo laboral de los jóvenes durante la última etapa del gobierno kirchnerista*, Buenos Aires, Miño y Dávila.

PÉREZ Pablo et BUSO Mariana (coords.) (2014), *Tiempos contingentes. Inserción laboral de jóvenes en la Argentina post-neoliberal*, Miño y Dávila, Buenos Aires.

POK Cynthia (1992), *Precariedad laboral: personificaciones sociales en la frontera de la estructura del empleo*, Documento de trabajo n° 29, Buenos Aires, CEIL-CONICET.

REBÓN Julián (2004), *Desobedeciendo al desempleo. La experiencia de las empresas recuperadas*, Buenos Aires, PICASO/La Rosa Blindada.

RIQUELME Gabriela et RAZQUIN Paula (1999), “Mercado de trabajo y educación: el papel de la educación en el acceso al empleo”, *Rev de Ciencias Sociales*, pp. 81-98.

ROCA Emilia et MORENO Juan Martín (2000), “El trabajo no registrado y la exclusión de la seguridad social”, dans CARPIO Jorge, KLEIN Emilio et NOVACOVSKY Irene (comps.), *Informalidad y exclusión social*, Buenos Aires, SIEMPRO/OIT/Fondo de Cultura Económica.

SALVIA Agustín et VERA Julieta (2013), “Heterogeneidad estructural y distribución de los ingresos familiares en el Gran Buenos Aires (1992-2010)”, *Desarrollo Económico*, Buenos Aires, vol. 52, pp. 427-462.

SALVIA Agustín (comp.) (2008), *Jóvenes promesas. Trabajo, educación y exclusión social de jóvenes pobres en la Argentina*, Buenos Aires, Miño y Dávila.

SALVIA Agustín et RUBIO Berenice María (comps.) (2019), *Tendencias sobre la desigualdad: aportes para pensar la Argentina actual*, Buenos Aires, IIGG-UBA.

SENÉN GONZÁLEZ Cecilia et DEL BONO Andrea (2013), *La revitalización sindical en Argentina: alcances y perspectivas*, Buenos Aires, UNLAM-Prometeo.

SZLECHTER Diego (2010), “¿Gerentes o empresarios? Apuntes para un debate teórico sobre el trabajo gerencial”, *Psicoperspectivas*, Valparaíso, vol. 9, pp. 180-201.

TESTA Julio et FIGARI Claudia (1997), “De la flexibilidad a la precarización. Una visión crítica de las vinculaciones entre el empleo y el sistema de relaciones laborales”, dans VILLANUEVA Ernesto (Ed.), *Empleo y globalización. La nueva cuestión social en Argentina*, Buenos Aires, UNQ.

TEUBAL Miguel (2003), “Soja transgénica y crisis del modelo agroalimentario argentino”, *Realidad Económica*, n° 196, pp. 52-74.

TORRE Juan Carlos (1998), *El proceso político de las reformas económicas en América Latina*, Buenos Aires, Paidós.

VARELA Paula (Coord.) (2016), *El gigante fragmentado: Sindicalismo, trabajadores y política*, Buenos Aires, Final abierto.

VASILACHIS Irene (1994), “La definición legal de enfermedades y accidentes derivados de las condiciones de trabajo en la reciente legislación internacional”, *Doctrina Laboral*, Buenos Aires, pp. 832-848.

WALTER Jorge, POY Mario et DARMOHRAJ Adrián (2011), “Certificación y cultura de seguridad en una planta siderúrgica argentina”, *Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo*, n° 16(25), pp. 69-90.



- 1 Centro de Investigaciones Laborales. <http://www.ceil-conicet.gov.ar/>
- 2 Asociación de Especialistas en Estudios del Trabajo.
- 3 Asociación Latinoamericana de Sociología del Trabajo.
- 4 Disponible en ligne : <http://www2.izt.uam.mx/sotraem/NovedadesEditoriales/ELAL.pdf>
- 5 Du nom de l'Institut syndical pour le travail, l'environnement et la santé (Instituto Sindical de Trabajo, Ambiente y Salud, Espagne).
- 6 Encuesta permanente de hogares (EPH), Instituto Nacional de Estadística y Censos (INDEC)
- 7 L'enquête sur la dette sociale argentine est menée depuis 2004 par l'Université catholique et donne lieu, entre autres résultats, à des analyses sur l'hétérogénéité des conditions de travail et d'emploi dans le pays.
- 8 Les dispositifs les plus étudiés sont : *Jefes y Jefas de Hogar Desocupados, Familias, Manos a la Obra* et *Ingreso Social con Trabajo*.
- 9 Les *cartoneros* sont les travailleurs marginalisés qui récupèrent les déchets recyclables, notamment le carton.

Pour citer cet article

Référence électronique

Mariana Busso et Julio César Neffa, « Interdisciplinarité et fragmentation dans les recherches sur le travail en Argentine », *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 19 | 2021, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 22 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/nrt/9313> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nrt.9313>

Auteurs

Mariana Busso

Laboratorio de Estudios en Sociología y Economía del Trabajo, Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, y Universidad Nacional de La Plata)

Julio César Neffa

Centro de Estudios e Investigaciones Laborales, Universidad Nacional de La Plata, Universidad Nacional de Moreno y Universidad Nacional del Nordeste

Droits d'auteur



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

